



VERS DES CHOIX ALIMENTAIRES ÉCLAIRÉS

GROUPE DE TRAVAIL
D'ACTION CANADA 2018/2019

ACTION  **CANADA**
Building Leadership for Canada's Future Développer le Leadership pour l'Avenir du Canada



REMERCIEMENTS

Nous souhaiterions remercier l'équipe de direction, le personnel et les conseillers du Forum des politiques publiques et d'Action Canada pour leur appui et leurs conseils ainsi que pour l'occasion qu'ils nous ont offerte d'élargir nos horizons au fil du programme de Fellowship d'Action Canada. Nous tenons tout particulièrement à remercier Elaine Feldman d'avoir voyagé avec nous dans tout le Canada et la remercions pour ses excellents conseils, sa bonne humeur et son indéfectible patience. Enfin, nous aimerions adresser nos remerciements à tous les experts et leaders communautaires pour leur apport, notamment Don Buckingham, Clinton Monchuk, le Centre canadien pour l'intégrité des aliments, l'équipe du FPP et tous ceux et celles qui nous ont fait part de leurs commentaires. Leur appui a été extrêmement précieux. Les auteurs du présent rapport assurent la responsabilité de toute erreur qui pourrait s'y trouver.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce projet a été entrepris dans le cadre du Fellowship d'Action Canada, un programme national de développement du leadership et d'engagement politique offert en partenariat par le Forum des politiques publiques (FPP) et Action Canada. Les avis, opinions, positions ou stratégies exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs seulement et ne reflètent pas nécessairement les avis, opinions, positions ou stratégies du FPP, d'Action Canada, de la Fondation Action Canada ou du gouvernement du Canada.

À PROPOS DES AUTEURS

Zakaria Abdulle est un professionnel des politiques publiques qui travaille à Sidewalk Labs à Toronto et qui s'implique dans la promotion de l'engagement civique et de politiques sociales plus inclusives au niveau communautaire.

Masha Cemna est une scientifique qui est présentement conseillère en politique auprès du Premier conseiller scientifique du Canada où elle travaille à promouvoir une plus grande place pour la science dans la prise de décision gouvernementale.

Charlotte-Anne Malischewski est une avocate d'origine terre-neuvienne qui a une pratique axée sur le litige général chez McCarthy Tétrault LLP à Toronto et qui est impliquée dans plusieurs initiatives de défense des libertés civiles.

Anne-Marie (Ana) Rouleau est une conseillère en politique internationale au sein du gouvernement fédéral qui se passionne pour les enjeux démocratiques et la participation citoyenne à la vie démocratique.

Karl Schwonik est un entrepreneur créatif, artiste de la scène et haut dirigeant académique de l'Alberta.



TABLE DES MATIÈRES

Sommaire exécutif	4
Introduction	5
Considérations	6
Contexte	7
Méthodologie	8
Discussion	9
La dimension de santé et salubrité	10
Définition	10
Situation actuelle	10
La dimension socioculturelle	12
Définition	12
Situation actuelle	12
La dimension environnementale	15
Définition	15
Situation actuelle	15
Recommandations	17
Le gouvernement et l'industrie devraient mettre en place un étiquetage interactif normalisé et une plateforme en ligne y étant associée	17
Les gouvernements devraient soutenir la recherche visant à identifier et évaluer les dimensions environnementale et socioculturelle de l'alimentation	19
Les gouvernements devraient créer des forums sur l'alimentation réunissant des représentants de la société civile ainsi que des experts et professionnels de l'alimentation pour échanger des idées sur des questions alimentaires, et ce, dans une optique d'élaboration plus inclusive des politiques	20
Bibliographie	21
Annexe I	23

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Les décisions que les Canadiennes et Canadiens prennent chaque jour concernant leur alimentation ont de vastes répercussions. L'alimentation joue un rôle majeur au niveau de notre santé, représente une grande part de nos dépenses, occupe une place importante en ce qui a trait à nos diverses pratiques sociales et culturelles et a un impact majeur sur l'environnement. Pourtant, il est difficile pour les Canadiennes et Canadiens de faire des choix alimentaires éclairés, et ce, en raison du manque d'informations sur ces différents aspects de l'alimentation.

Afin de remédier à la situation, notre groupe de travail a donc décidé de se pencher sur les décisions politiques pouvant améliorer la capacité des Canadiennes et Canadiens à faire ces choix éclairés. Nous avons eu l'occasion d'explorer le sujet lors de nos voyages d'études en Saskatchewan, à Montréal, à Toronto, à Guelph et à Ottawa et via des consultations ainsi que des recherches. Nous nous sommes entretenus avec des experts en agriculture, en hydrologie, en nutrition, en santé, en sécurité alimentaire et en politiques publiques. Nous avons été frappés par la richesse des informations existantes sur certains aspects de l'alimentation, mais également par les lacunes considérables au niveau d'autres aspects. Nous avons constaté que les informations sur la santé et la salubrité alimentaire sont au centre de nombreuses initiatives de littératie alimentaire existantes et nous avons identifié que les dimensions socioculturelle et environnementale de l'alimentation sont les deux principaux domaines pouvant bénéficier de davantage d'informations. Nous avons également constaté que des facteurs fondamentaux comme l'abordabilité, la disponibilité et les valeurs d'un individu influencent les choix alimentaires.

Notre groupe de travail envisage un avenir où les Canadiennes et Canadiens pourront continuer à faire des choix alimentaires variés, mais en comprenant mieux les répercussions de ces choix. À cet effet, nous recommandons :

- 1** *Que le gouvernement et l'industrie mettent en place un étiquetage interactif normalisé et une plateforme en ligne y étant associée;*
- 2** *Que les gouvernements soutiennent la recherche visant à identifier et évaluer les dimensions environnementale et socioculturelle de l'alimentation;*
- 3** *Que les gouvernements créent des forums sur l'alimentation réunissant des représentants de la société civile ainsi que des experts et professionnels de l'alimentation pour discuter des questions alimentaires, et ce, dans une optique d'élaboration plus inclusive des politiques.*





D'abord, nous mangeons, puis nous faisons tout le reste.

M.F.K Fisher, auteure
gastronomique américaine

INTRODUCTION

Qu'ils soient en train de feuilleter les circulaires à la table de leur cuisine, de choisir leurs produits au marché, de faire la queue à la cafétéria ou de naviguer parmi les différentes options des applications de livraison de repas à domicile, les Canadiennes et Canadiens font tous les jours des choix concernant leur alimentation. Ces choix quotidiens affectent non seulement notre économie, mais aussi notre santé, notre tissu socioculturel et l'environnement.

Malgré l'importance des choix alimentaires, les connaissances des Canadiennes et Canadiens en la matière sont limitées. Quatre-vingt-treize pourcent d'entre eux ne connaissent rien ou peu de choses au sujet de l'agriculture¹ et leurs connaissances sur la façon de manipuler et de préparer de façon sûre les aliments sont en baisse². Ces limites entravent leur capacité à faire des choix alimentaires éclairés.

Notre groupe de travail a cherché à résoudre cette lacune informationnelle en se demandant à quoi ressemblerait un environnement dans lequel les Canadiennes et Canadiens seraient mieux informés

face aux choix alimentaires qu'ils font. Grâce à nos recherches et consultations, nous avons pris connaissance des initiatives de littératie alimentaire existantes, initiatives généralement destinées à fournir des informations nutritionnelles et sur les méthodes de préparation des aliments, et nous avons identifié des moyens permettant de mieux aborder les dimensions socioculturelle et environnementale de l'alimentation. Ce faisant, nous envisageons un avenir où les Canadiennes et Canadiens continueront à faire des choix alimentaires variés tout en comprenant mieux les répercussions de ces choix.

1 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2016. [2016 Étude sur la confiance du public](#), p.14.

2 Santé Canada. 2018. [Sondage sur les connaissances et les comportements des Canadiens en matière de salubrité alimentaire](#), p. 2.

CONSIDÉRATIONS

La possibilité d'effectuer des choix alimentaires n'est pas donnée à tous. Ceux et celles qui sont « nourris » par les établissements, comme les centres d'accueil, les hôpitaux ou les prisons, ont un choix limité. Pour eux, ce sont les choix alimentaires des établissements qui détermineront ce qu'ils consomment. Plus généralement, même ceux qui font leurs propres choix sont limités par plusieurs facteurs, dont :

Les revenus : en 2014, un ménage canadien sur huit, soit plus de quatre millions de personnes, souffrait d'insécurité alimentaire (allant de l'inquiétude de manquer de nourriture à des jours entiers passés sans manger) pour des raisons financières³. Cette insécurité est encore plus marquée dans les communautés isolées et du Nord. Le Nunavut connaît les plus hauts taux d'insécurité alimentaire des ménages avec un taux de 46,8 %⁴. En outre, il était également prévu qu'en 2018, le prix des aliments au Canada augmente 1 à 3 %⁵ contre une croissance des salaires d'à peine 1 % durant la même année⁶.

La disponibilité : les Canadiennes et Canadiens sont également limités dans leurs choix alimentaires par ce qui est proposé par les distributeurs, autant au niveau des épicerie, que des dépanneurs, des restaurants ou des marchés. Par exemple, une personne peut décider quelle épicerie fréquenter, mais elle n'aura pratiquement jamais son mot à dire sur ce que retrouvent sur les tablettes. Ceci est notamment le cas dans les communautés isolées et du Nord ou dans les déserts alimentaires⁷ des zones urbaines où les choix abordables et accessibles sont limités⁸.

Nos choix alimentaires sont également façonnés par nos valeurs qui peuvent refléter des facteurs comme l'éthique personnelle, la religion, la philosophie et la politique. Ces facteurs sont eux-mêmes influencés par notre expérience, notre éducation, nos connaissances et notre environnement socioculturel. Ainsi, ceux et celles qui pratiquent une certaine religion peuvent estimer qu'il est important que leurs choix alimentaires suivent la doctrine de leur foi.

Qui plus est, même si là n'est pas l'objet de notre projet, nous reconnaissons également que le goût est une considération omniprésente dans les choix alimentaires : il peut inciter les gens à opter pour des produits frais et de qualité tout autant que pour des produits hautement transformés.

3 Tarasuk, V. Mitchell, A. et Dachner, N. 2014. [Insécurité alimentaire des ménages au Canada - 2012](#). PROOF.

4 Tarasuk, V. Mitchell, A. et Dachner, N. 2016. [Insécurité alimentaire des ménages au Canada - 2014](#). PROOF.

5 Dalhousie University et Guelph University. 2018. [Rapport canadien sur les prix alimentaires à la consommation 2019](#).

6 Statistique Canada. 2019. [Heures habituelles et salaires moyens selon certaines caractéristiques, données mensuelles non désaisonnalisées](#) (x 1 000).

7 Un désert alimentaire est une zone caractérisée par un accès limité à des aliments sains et abordables – Beaulac, J. et al. 2009. [A Systematic Review of Food Deserts, 1966-2007](#). Preventing Chronic Disease.

8 De Sousa, R.J. et al. 2018. [Environmental health assessment of communities across Canada: contextual factors study of the Canadian Alliance for Healthy Hearts and Minds](#). Cities & Health.

CONTEXTE

1 LES CANADIENNES ET CANADIENS DÉPENSENT BEAUCOUP D'ARGENT POUR LEUR ALIMENTATION, CE QUI REPRÉSENTE UNE GRANDE PART DE L'ÉCONOMIE

À l'heure actuelle, les Canadiennes et Canadiens consacrent environ 14 % de leur revenu (après impôt) à leur alimentation. Il s'agit de la 3^e dépense la plus importante après le logement et le transport. En moyenne, un ménage dépense 8 000 \$ en nourriture chaque année, dont le 2/3 dans les épiceries et le reste dans les restaurants. Les ménages du quintile de revenu le plus faible dépensent environ 4 700 \$ par an pour leur alimentation tandis que ceux du quintile le plus élevé y consacrent 13 700 \$⁹. Ces chiffres signifient qu'en termes de dépenses consacrées à l'alimentation, le Canada se classe 23^e, avant l'Espagne et le Royaume-Uni, mais après les États-Unis et la France¹⁰.

La nourriture, y compris sa consommation, sa production, sa distribution et sa vente, représente une grande part de l'économie canadienne. Le secteur agricole et agroalimentaire canadien génère 110 milliards de dollars, soit juste un peu moins de sept % du PIB du Canada, et il emploie 2,3 millions de personnes¹¹. Le secteur exporte un peu plus de la moitié de sa production,¹² mais une grande partie est également dédiée à la consommation nationale, la vente d'aliments et de boissons représentant à elle seule 60 milliards de dollars par an¹³.

2 LES CANADIENNES ET CANADIENS ONT DE MULTIPLES PRÉOCCUPATIONS EN CE QUI CONCERNE LEUR ALIMENTATION

D'après une étude de 2018 du Centre canadien pour l'intégrité des aliments, une multitude de préoccupations influencent les décisions alimentaires des Canadiennes et Canadiens¹⁴. L'augmentation des coûts des produits alimentaires, est la principale préoccupation, citée par 67 % des participants, tandis que le maintien d'une alimentation saine à des prix abordables, l'augmentation des coûts énergétiques et des coûts associés aux frais de santé se retrouvent

à égalité à la deuxième place, soit à 63 %. L'étude a révélé d'autres préoccupations majeures : 54 % des participants ont fait part de préoccupations à l'égard de la sécurité des produits alimentaires, 50 % concernant l'impact du secteur sur l'environnement (changements climatiques), 48 % concernant le traitement humain des animaux de fermes et 49 % concernant les pertes et le gaspillage alimentaires¹⁵.

3 LES NIVEAUX DE CONFIANCE DES CANADIENNES ET CANADIENS VARIENT SELON LA PROVENANCE DE L'INFORMATION

Les niveaux de confiance envers l'information alimentaire dépendent de la nature de cette dernière. A-t-elle été scientifiquement vérifiée par un organisme indépendant ou comprend-t-elle des considérations de justice sociale et environnemental par exemple. Lorsque ce sont des groupes de défense d'intérêts, l'industrie ou le gouvernement qui présentent de l'information au public, il n'est pas toujours facile de

savoir comment celle-ci a été vérifiée, quelles sont les hypothèses et considérations sous-jacentes ou si l'information fait partie d'une initiative publicitaire ou de défense d'une cause. Certaines personnes font davantage confiance à l'information provenant des institutions publiques tandis que d'autres font confiance à l'information partagée par les influenceurs médiatiques ou les marques connues¹⁶.

9 Statistique Canada. 2017. [Enquête sur les dépenses des ménages](#).

10 Knoema. 2016. [Dépenses par habitant en nourriture](#).

11 Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2017. [Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien 2016](#).

12 *Ibid.*

13 Gouvernement du Canada. 2018. [Services de restauration et débits de boissons](#). Sommaire - Statistiques relatives à l'industrie canadienne.

14 Nous n'avons pas été en mesure de trouver des données comparables collectées par un autre organisme sur le Canada.

15 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2018. [2018 Étude sur la confiance du public](#). p.6

16 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2017. [2017 Étude sur la confiance du public](#). p.15-19.

MÉTHODOLOGIE

Notre groupe de travail a utilisé diverses approches pour rechercher, collecter, analyser et synthétiser l'information pertinente. Même si disposer d'un large éventail d'informations pose certaines difficultés (similaires aux difficultés rencontrées par les Canadiennes et Canadiens à l'heure de faire des choix alimentaires), cela a été pour nous l'occasion de réunir diverses perspectives en vue de formuler des recommandations.

La plupart des données et des informations collectées pour ce rapport proviennent de sources primaires. Nous avons procédé à des entretiens (voir Annexe I), à une revue de la littérature et à une analyse d'études de cas. Nous avons ensuite utilisé des sources secondaires comme des reportages, des articles de magazines et des commentaires. En outre, dans le cadre du Fellowship d'Action Canada, nous avons rencontré des experts de partout au Canada. Ces experts étaient des spécialistes de l'agriculture, de l'hydrologie, de la nutrition, de la santé, de la sécurité alimentaire, etc.

Nous avons ensuite analysé les données pour nous assurer qu'elles étaient appropriées et utiles au présent rapport, en vue de formuler des recommandations. Le groupe de travail a ainsi pu identifier les dimensions importantes lorsque vient

le temps des faire des choix alimentaires informés (Figure 1). Nous avons ensuite consulté des sources secondaires supplémentaires et procédé à des revues de la littérature avant de synthétiser nos conclusions dans un modèle de choix alimentaires éclairés. Nous avons partagé ce modèle ainsi que les recommandations finales avec plusieurs experts et professionnels, et nous avons finalisé notre rapport en fonction de leurs commentaires.

Nous supposons que les recherches publiées auxquelles nous avons fait référence sont impartiales et que les faits relatés dans les médias canadiens ont été vérifiés. De même, nous avons supposé que toutes les personnes interrogées aient répondu en toute honnêteté.



DISCUSSION

Lors de nos recherches dans le cadre ce projet, nous nous sommes intéressés à l'information actuelle en matière d'alimentation, aux préoccupations des Canadiennes et Canadiens concernés par le sujet et aux principaux domaines susceptibles d'être impactés par leurs choix alimentaires. Nous avons également examiné un certain nombre de définitions et de modèles existants de littérature alimentaire et de choix alimentaires, notamment la définition des pratiques alimentaires saines et durables de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)¹⁷, le concept de souveraineté alimentaire du Forum pour la souveraineté alimentaire¹⁸ et les quatre thèmes définis par le gouvernement canadien dans sa Politique alimentaire pour le Canada¹⁹.

Selon la FAO, les régimes alimentaires durables sont ceux qui « contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines ».

Le Forum pour la souveraineté alimentaire définit la souveraineté alimentaire comme « le droit des populations, des communautés, et des pays de définir leur propre politique alimentaire, agricole, territoriale ainsi que de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque spécificité (...) ».

Les consultations sur une Politique alimentaire pour le Canada ont étudié quatre thèmes :

- La sécurité alimentaire;
- La santé et la salubrité des aliments;
- L'environnement; et
- La croissance économique.

Nous avons ensuite regroupé ces sujets en catégories, en reconnaissant qu'ils se chevauchent tous naturellement. La Figure 1 différencie les réalités qui influencent les choix alimentaires (abordabilité, disponibilité et valeurs) et les catégories d'informations qui intéressent les Canadiennes et Canadiens (la santé et salubrité, dimension socioculturelle et l'environnement) tout en représentant ce qui, selon nous, constitue un choix alimentaire éclairé.

Si notre projet vise à explorer les trois catégories intérieures, il est important que ceux élaborant et diffusant des informations alimentaires gardent à l'esprit les facteurs influençant et limitant les choix alimentaires (les trois catégories extérieures).

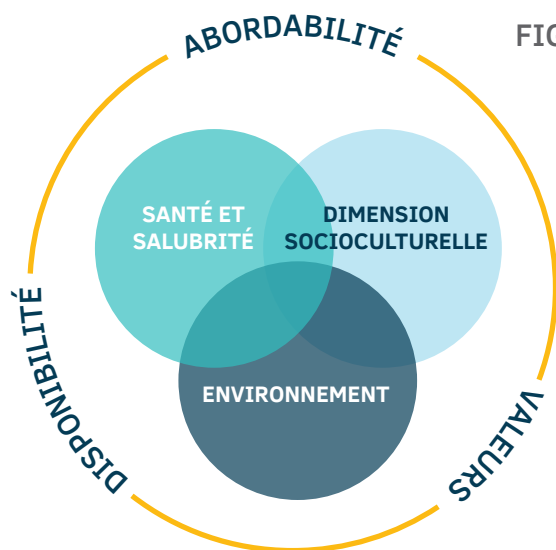


FIGURE 1

17 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2010. [Biodiversité et régimes alimentaires durables](#).

18 La Via Campesina. 2002. [Déclaration NGO Forum FAO Summit Rome+5](#).

19 Gouvernement du Canada. 2018. [Ce que nous avons entendu lors de nos consultations - Une politique alimentaire pour le Canada](#). p.3.

LA DIMENSION DE SANTÉ ET SALUBRITÉ

DÉFINITION

Cette dimension intègre les connaissances générales sur l'alimentation (connaître les aliments disponibles), les connaissances en nutrition (comprendre comment les nutriments affectent la santé et le bien-être) et les compétences culinaires (être capable de cuisiner des repas nutritifs et propres à la consommation)²⁰.

SITUATION ACTUELLE

Les considérations de santé et salubrité font l'objet de divers programmes de littératie alimentaire et d'informations alimentaires destinés aux consommateurs.

À l'échelle fédérale, Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence

de la santé publique du Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada sont les principaux acteurs chargés de s'assurer que la politique fédérale reconnaisse l'alimentation comme un facteur déterminant de la santé (de la création du *Guide alimentaire canadien* à la réglementation sur l'étiquetage nutritionnel). À cet égard, le gouvernement a lancé un étiquetage normalisé comprenant un tableau de la valeur nutritive en 2003, puis l'étiquetage nutritionnel est devenu obligatoire sur tous les aliments préemballés en 2007²¹. Cette initiative est un succès puisque plus du 2/3 des Canadiennes et Canadiens utilisent l'étiquetage nutritionnel pour choisir quels produits acheter et consommer²².

Le *Guide alimentaire canadien* de Santé Canada est un outil éducatif et politique permettant de promouvoir et de définir de saines habitudes alimentaires chez les Canadiennes et Canadiens²³. Le guide a évolué depuis sa création en 1942 (il s'appelait alors *Règles alimentaires officielles au Canada*). Il a été révisé huit fois, sa dernière version datant de janvier 2019²⁴. Son contenu est basé sur les dernières études scientifiques et données probantes sur les aliments, les nutriments et la santé et est souvent étayé de multiples rapports ou documents de recherche

pour soutenir une proposition donnée²⁵. Il s'agit de publications de chercheurs universitaires, de groupes d'experts et de directives d'organismes internationaux, comme l'Organisation mondiale de la Santé²⁶. Ces solides données probantes permettent au Guide d'être considéré comme une ressource crédible par les professionnels de la santé et les diététistes et de mériter la confiance du public. Il s'agit d'ailleurs de la 4^e ressource la plus consultée en matière de saine alimentation et la plupart des Canadiennes et Canadiens ont entendu parler de ce guide ou l'ont consulté²⁷.

20 Howard, A. et Brichta, J. 2013. [What's to Eat? Improving Food Literacy in Canada](#). p.2. (pour le Conference Board du Canada); Vidgen, H. A., et Gallegos, D. 2012. « Defining food literacy and its components. » *Appetite*, 76. p. 50-59; Desjardins, E., et Azevedo, E. 2013. ["Making something out of nothing": Food literacy among youth, young pregnant women and young parents who are at risk for poor health](#) (un projet collaboratif de Santé publique Ontario conduit à l'échelon local).

21 Santé Canada. 2015. [L'étiquetage nutritionnel](#).

22 Les diététistes du Canada. 2018. [Réglementation et étiquetage nutritionnel](#).

23 Santé Canada. 2015. [Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires](#). p.2.

24 Santé Canada. 2019. [Historique des Guides alimentaires](#).

25 Santé Canada. 2018. [Effets des nutriments et des aliments sur la santé : mise à jour intérimaire des données probantes](#). p.1.

26 *Ibid.* p.4-8.

27 Santé Canada. 2015. [Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires](#). p.5.

À l'échelle provinciale, les ministères de la Santé et de l'Agriculture appuient et veillent à l'enseignement de saines habitudes alimentaires dans les écoles. Les Canadiennes et Canadiens ont également accès à de l'information fournie par des professionnels de la santé sur laquelle leurs habitudes alimentaires peuvent se baser. La province réglemente aussi les ordres de la plupart de ces professionnels de la santé, comme les diététistes, les infirmiers et les médecins.

Au niveau des municipalités, certaines provinces disposent d'unités de santé chargées de superviser les questions reliées à la santé et la salubrité des aliments. En Ontario, par exemple, ces unités de santé travaillent avec des organismes locaux en inspectant les restaurants et les magasins d'alimentation afin de s'assurer que les plaintes concernant la salubrité des aliments sont résolues efficacement. De nombreuses municipalités jouent également un rôle au niveau de l'éducation sanitaire²⁸. La ville de Hamilton, par exemple, organise un mois de la littératie alimentaire durant lequel se tiennent des événements promouvant de saines habitudes alimentaires²⁹. Des collaborations similaires avec des écoles, des conseils scolaires, des cliniques de santé et des bibliothèques publiques existent dans tout le pays.

Concernant la salubrité alimentaire, le nouveau [Règlement sur la salubrité des aliments au Canada](#) et la plupart des dispositions de la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* entrée en vigueur en janvier 2019 vont accroître la confiance des Canadiennes et Canadiens envers les aliments qu'ils consomment. En vertu de ces nouvelles règles, les entreprises devront identifier la source de chaque aliment leur étant fourni (traçabilité en aval) et connaître sa prochaine destination (traçabilité en amont). À l'heure actuelle, cela ne s'applique pas aux restaurants et cela ne fournit pas d'information aux clients au moment de l'achat. Le principal objectif de ces modifications législatives est d'assurer l'efficacité et la rapidité des enquêtes sur la salubrité des aliments et des rappels³⁰. Ces données pourraient être utilisées pour mieux comprendre d'autres dimensions de l'alimentation, comme l'impact environnemental de la production et du transport.



En Ontario, le programme des Conseillers communautaires en alimentation vise à améliorer la santé et le bien-être des Ontariennes et Ontariens via des séances d'apprentissage accessibles assurées par des bénévoles rigoureusement formés. Des diététiciens agréés et des bénévoles qui sont responsables d'unités de santé publique ou de centres de ressources et de santé communautaires coordonnent cette initiative et supervisent les bénévoles de la collectivité. Ce programme permet à ces bénévoles ayant la nourriture comme passion et possédant des connaissances et compétences culinaires de base de recevoir une formation technique et d'encadrement. À la fin de la formation, ils deviennent conseillers communautaires certifiés. Ils peuvent alors travailler auprès des communautés pour enrichir et promouvoir la diffusion d'information alimentaire fiable qui aide les bénéficiaires à choisir, préparer et conserver des aliments sains et salubres. Le programme des Conseillers communautaires en alimentation a été créé par le gouvernement ontarien en 1991 et est coordonné par l'Association pour la santé publique de l'Ontario depuis 2001. En 2014, plus de 210 conseillers communautaires en alimentation ont dispensé leur savoir-faire à 25 260 Ontariennes et Ontariens.

28 Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales. 2016. [Rôles et responsabilités en matière de salubrité des aliments en Ontario.](#)

29 Ville de Hamilton. 2018. [Food Literacy Month.](#)

30 Agence canadienne d'inspection des aliments. 2018. [Fiche d'information : Traçabilité - Règlement sur la salubrité des aliments au Canada.](#)

UN SENTIMENT DE SOUS-REPRÉSENTATION

En novembre 2018, nous avons discuté avec Sureya Ibrahim, fondatrice du Regent Park Catering Collective, organisme qui aide les entrepreneurs du secteur alimentaire à créer et à développer leur entreprise en leur fournissant, entre autres, une formation et une certification en manipulation des aliments, l'accès abordable à une cuisine commerciale ainsi qu'à des débouchés commerciaux. La plupart des membres du collectif sont de nouveaux arrivants et des mères au foyer. Lors de nos conversations³¹, Sureya Ibrahim nous a expliqué que de nombreuses femmes avec qui elle travaille ont pris connaissance pour la première fois des habitudes alimentaires canadiennes par l'intermédiaire de leurs enfants fréquentant l'école. Là-bas, ceux-ci ont été exposés à d'autres pratiques alimentaires et au *Guide alimentaire canadien*. Elle nous a raconté comment certains sont rentrés chez eux en exprimant le désir de vouloir limiter leur consommation de nourriture traditionnelle, pensant qu'elle était moins saine ou moins savoureuse. Pour certaines femmes, cela a entraîné une remise en question de leur alimentation, même si celle-ci était parfois plus saine et plus durable que celle dont leurs enfants entendaient parler à l'école.

Une préoccupation similaire a été exprimée lors des consultations publiques sur *une politique alimentaire pour le Canada*, certains Autochtones demandant une meilleure reconnaissance des aliments traditionnels dans le *Guide alimentaire canadien* et que les efforts de littératie alimentaire auprès des communautés autochtones et du Nord tiennent compte de leurs préférences et pratiques culturelles³².

Ces exemples illustrent à quel point la reconnaissance de la diversité des traditions et pratiques alimentaires est importante pour le multiculturalisme et la réconciliation entre les peuples.

LA DIMENSION SOCIOCULTURELLE

DÉFINITION

Cette dimension est diverse et, surtout, subjective, ce qui la rend difficile à définir. Le processus par lequel une pratique alimentaire³³ ou un aliment devient socialement ou culturellement adapté est basé sur l'ensemble des valeurs d'une personne ou d'un groupe. Ces valeurs peuvent, entre autres, être liées à la dignité humaine, aux moyens de production ainsi qu'à la préparation et la consommation d'aliments³⁴. Par conséquent, les informations concernant la dimension socioculturelle de l'alimentation peuvent prendre de nombreuses formes. Il peut s'agir d'un programme éducatif qui présente les traditions et les pratiques alimentaires d'un groupe donné comme d'un logo sur l'emballage d'un aliment certifiant que ce dernier a été produit conformément à certaines croyances religieuses (par ex. halal ou casher) ou à certains choix alimentaires (par ex. végétarien ou végane).

Dans ce rapport, nous nous intéressons à l'aspect ethnoculturel de cette dimension, qui est l'une des nombreuses formes que peut prendre la dimension socioculturelle que l'alimentation peut prendre. Ce choix est motivé par l'indéniable diversité ethnoculturelle³⁵ du Canada et parce qu'il nous est apparu au cours de nos consultations que différents groupes se sentent « sous-représentés » lorsqu'il s'agit d'offrir une information alimentaire culturellement acceptable.

SITUATION ACTUELLE

S'il ne fait aucun doute qu'une bonne nutrition contribue à l'amélioration de la santé des Canadiennes et Canadiens et joue un rôle important dans la

31 Nous avons rencontré Sureya Ibrahim pour la première fois lors de la 10^e Assemblée du Réseau pour une alimentation durable qui s'est tenue à Montréal du 1^{er} au 4 novembre 2018. Nous avons ensuite parlé avec elle au téléphone après l'Assemblée.

32 Gouvernement du Canada. 2018. [Ce que nous avons entendu lors de nos consultations - Une politique alimentaire pour le Canada](#). p.18.

33 Les pratiques alimentaires font ici référence à toute activité impliquant de la nourriture, qu'il s'agisse de la préparation d'aliments ou du partage d'un repas - Neely, E. and al. 2014. [Young people's food practices and social relationships. A thematic synthesis](#). p.51. Appetite. (82).

34 Hammelman, C. et Hayes-Conroy, 2014. [Understanding Cultural Acceptability for Urban Food Policy](#). p.41. Journal of Planning Literature. 30(1).

35 Plus d'un Canadien sur cinq est né à l'étranger (21,9 %) (Statistique Canada. 2017. [Immigration et diversité ethnoculturelle : faits saillants du Recensement de 2016.](#)), tandis que la population autochtone est le groupe démographique ayant enregistré la plus forte croissance du pays au cours des 10 dernières années (Statistique Canada. 2017. [Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016.](#)).

prévention (diminution) des maladies chroniques, la nourriture ne peut être réduite à sa seule valeur nutritionnelle. Comme le nouveau *Guide alimentaire canadien* a commencé à le reconnaître, elle a également une dimension socioculturelle.

Or, l'accès aux connaissances alimentaires ethno-culturelles et leur diffusion se limitent souvent aux interactions entre membres d'une même communauté ou d'un même groupe. Lorsqu'ils font leurs emplettes, les Canadiennes et Canadiens peuvent se tourner vers des marchés ethniques spécialisés pour acheter des aliments « adaptés » à leur culture. Toutefois, en raison de moyens financiers limités, d'une plus grande proximité et de l'absence d'alternatives, la plupart d'entre eux réalisent leurs achats auprès des grandes chaînes de supermarchés. Dans ces magasins, les informations liées aux valeurs ethnoculturelles sont limitées.

Elles ne concernent souvent que certaines croyances religieuses. Une situation similaire est observée dans les restaurants rapides et autres restaurants. Jusqu'à tout récemment, le *Guide alimentaire canadien* (soit la version 2007) et les initiatives connexes constituaient une source limitée d'information socioculturelle. Bien que Santé Canada ait traduit le guide en 12 langues différentes et ait développé *l'outil mon guide alimentaire* qui permet aux Canadiennes et Canadiens de personnaliser les lignes directrices du guide, ces efforts ne tenaient toutefois pas compte de la diversité socioculturelle de l'alimentation au Canada³⁶.

Le dernier *Guide alimentaire canadien*³⁷ marque une nette amélioration, car il reconnaît explicitement l'aspect socioculturel de l'alimentation. Toutefois, ce qu'il présente en ce sens reste relativement ambigu. La seule mention à l'aspect socioculturel de l'alimentation dans le document principal est une



Nous avons discuté avec les membres de Food Matters Manitoba qui ont collaboré avec la Nation crie de Fox Lake en 2014 pour créer une série d'affiches visant à promouvoir la consommation d'aliments traditionnels. Les aliments qui figurent sur les affiches, comme le caribou ou l'outarde, font partie de la viande sauvage la plus courante qui est disponible via le programme des congélateurs communautaires de Fox Lake, et ont été choisis en raison de leur disponibilité, leur signification culturelle et leur valeur nutritionnelle. Reprenant des données de Santé Canada, les affiches démontrent que la nourriture traditionnelle est souvent plus saine que les alternatives achetées en magasin. Ces affiches sont un excellent moyen d'illustrer la valeur nutritionnelle et culturelle des aliments sauvages. Food Matters Manitoba a d'ailleurs commencé à travailler avec des chasseurs et des pêcheurs d'autres communautés sur une nouvelle série d'affiches mettant en évidence la valeur nutritionnelle et culturelle d'aliments sauvages.

36 Amend, E. 2017. *My Food Guide, Their Food Guide: diversity and personalization in Canada's national dietary guidelines*. In *Cuizine*. (8):1.

37 La consultation, les recherches et la rédaction des recommandations pour ce rapport se sont déroulées avant la publication du nouveau *Guide alimentaire canadien*. Si ce rapport a été mis à jour pour tenir compte de la nouvelle version, les opinions des parties prenantes que nous avons consultées se sont basées sur la version précédente du *Guide alimentaire canadien*.

explication sur le fait que les traditions alimentaires et culturelles peuvent faire partie intégrante d'une saine alimentation³⁸. Comme dans la version précédente du guide, l'accent mis sur les nutriments se fait aux dépens, ou tout du moins s'éloigne, de la reconnaissance de l'importance culturelle. Par exemple, l'accès, la cueillette et la consommation d'aliments sauvages sont fondamentaux au régime alimentaire traditionnel des Inuits. Bien que le guide comprenne une suggestion d'ordre général de « cultiver, récolter, pêcher, chasser et préparer la nourriture de façon traditionnelle », le guide passe sous-silence la signification profonde que revêtent ces pratiques. Il ne tient pas compte du fait que, par exemple, pour les Inuits la consommation d'aliments « sauvages », comme de la viande de phoque, ne fait pas seulement partie de leur identité collective, mais aussi partie intégrante de leur santé physique, mentale, sociale et spirituelle³⁹. En éludant cette complexité et en adoptant une notion unique de la nutrition les protéines végétales sont mises de l'avant le *Guide alimentaire canadien* risque de stigmatiser les pratiques culturelles qu'il prétend prôner.

Certes, ce guide et ses initiatives éducatives connexes ne sont pas le seul moyen par lequel les politiques gouvernementales jouent un rôle dans la promotion de la dimension socioculturelle de l'alimentation. Il existe des programmes de financement gouvernementaux qui, bien qu'ils ne visent pas spécifiquement cette dimension de l'alimentation, soutiennent des initiatives qui visent à fournir une information plus inclusive et concrète. Ainsi, en 2014, l'Agence de la santé publique du Canada, dans le cadre de son programme de la Stratégie d'innovation, a financé une initiative d'affiches de la Nation crie de Fox Lake promouvant la consommation d'aliments traditionnels qui a remporté un grand succès. Il existe également des initiatives internationales, comme l'approche adoptée par le Brésil pour son guide alimentaire, qui montre comment le gouvernement peut solliciter une participation plus effective du public en vue de développer une éducation alimentaire plus inclusive.



L'approche adoptée par le Brésil dans son guide alimentaire a fortement inspiré la nouvelle mouture du *Guide alimentaire canadien*. En novembre 2018, nous avons rencontré Elisabetta Recine, présidente du *Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional (CONSEA)*⁴⁰. Ce forum conjoint facilite les échanges réguliers sur les questions alimentaires au niveau fédéral et au niveau des états. Il comprend des représentants du gouvernement et de la société civile, y compris des Autochtones et des Afro-Brésiliens. Parmi ses réalisations, CONSEA a participé à l'élaboration du guide alimentaire brésilien, guide qui est devenu un modèle international dans le domaine de la nutrition. Ce guide visuel innovant représente la diversité socioculturelle du Brésil par l'entremise de différentes « assiettes équilibrées », qui reflètent la diversité régionale et culturelle du pays. Bien que l'aspect social de l'alimentation ait été pris en compte dans le nouveau *Guide alimentaire canadien*, le Canada n'a pas encore adopté le modèle du CONSEA ni introduit le concept de repas équilibrés adaptés à la diversité régionale et culturelle du pays⁴¹.

38 Gouvernement du Canada. 2019. [Cultures, traditions alimentaires et alimentation saine](#). Guide alimentaire canadien.

39 Organ, J. et al. 2014. [Contemporary programs in support of traditional ways: Inuit perspectives on community freezers as a mechanism to alleviate pressures of wild food access in Nain, Nunatsiavut](#). p. 251. *Health and Place*. (30).

40 Cette description vient de nos discussions avec le professeur Recine lors de la conférence du Réseau pour une alimentation durable qui s'est tenue à Montréal du 1^{er} au 4 novembre 2018.

41 Le 1^{er} janvier 2019, le jour même de l'entrée en fonction du président Jair Bolsonaro, le CONSEA a été aboli. Cette décision doit toutefois être approuvée par le Congrès et au moment d'écrire ces lignes, le 30 janvier 2019, il était toujours en place.

LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

DÉFINITION

Cette dimension fait référence à l'impact environnemental et à la durabilité des choix alimentaires, y compris la façon dont nous cultivons les aliments, les transformons et les acheminons aux consommateurs. Des facteurs comme l'utilisation des terres et des eaux, l'empreinte carbone et les émissions de gaz à effet de serre, le transport, l'emballage et l'impact sur la biodiversité font tous partie de cette dimension et différeront selon l'emplacement géographique.

SITUATION ACTUELLE

Les considérations environnementales gagnent du terrain au Canada au fur et à mesure que les préoccupations liées aux changements climatiques s'intensifient. La moitié des Canadiennes et Canadiens se disent préoccupés par les changements climatiques lorsqu'ils effectuent des choix alimentaires⁴². Globalement, ce sont 50% des consommateurs qui sont prêts à payer plus cher pour se procurer des produits provenant d'entreprises visant un impact environnemental positif⁴³ et c'est un consommateur sur trois qui achète des marques qu'il pense dotées de

hautes normes environnementales ou sociales, ce qui représente un marché d'environ 1,5 billion de dollars⁴⁴.

Malgré cet intérêt et ce marché grandissant, la nourriture vendue présentement au Canada s'accompagne de peu d'informations concernant son impact environnemental. Cela est en partie dû au fait qu'il n'existe pas de consensus universel sur ce que signifie exactement « impact environnemental » et qu'il existe un manque de données sur l'impact de la production, du transport et de la consommation des aliments sur l'environnement. En l'absence d'informations réglementées ou complètes à ce sujet, les Canadiennes et Canadiens doivent se tourner vers diverses sources telles que les médias, les recherches en ligne et les informations partagées par la famille et les amis⁴⁵ pour combler cette lacune. Les chercheurs que nous avons consultés nous ont expliqué que nous davantage de recherches ciblées sur l'impact environnemental de la production alimentaire serait nécessaire afin que les campagnes d'éducation et l'étiquetage environnementaux puissent être réellement informatifs et efficaces. Le défi réside souvent dans la difficulté à sous-peser les différents facteurs qui contribuent à l'impact environnemental.



Le Danemark est le premier pays à notre connaissance à avoir discuté d'un effort concerté du développement d'un étiquetage alimentaire « environnemental » qui permettrait aux consommateurs de choisir des produits écoresponsables. Le parlement du Danemark a examiné cette proposition et l'a soutenue en octobre 2018⁴⁶. Cette initiative est désormais menée par le Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation, qui travaille de concert avec les producteurs et les supermarchés pour les encourager à « évaluer l'impact environnemental de leurs produits et ainsi aider les consommateurs à prendre des décisions plus écoresponsables⁴⁷ ». Cet effort s'inscrit dans l'objectif plus large du Danemark de devenir un pays neutre en carbone d'ici 2050⁴⁸.

42 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2018. [2018 Étude sur la confiance du public](#). p.6

43 Nielsen, 2015. [The Sustainability Imperative](#).

44 Unilever, 2017. [Report shows a third of consumers prefer sustainable brands](#).

45 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2016. [Étude sur la confiance du public](#). p.15

46 Clarke, H. 2018. [Denmark discusses labeling food for climate impact](#). CNN.

47 Ras Riva, B. 2018. [Denmark Wants to Add Environmental Impact to Food Labels](#). The GoodNet.

48 W, C. 2018. [Danish Government launches huge climate proposal](#). The Copenhagen Post.

Par exemple, est-il préférable de manger des aliments cultivés localement dans une serre, ou des aliments cultivés en saison, mais qui proviennent de très loin? La réponse n'est pas toujours évidente.

Les débats sur les préoccupations environnementales, autrefois limités aux groupes de défense d'intérêts et aux segments de la population dits engagés, commencent à gagner du terrain au sein de l'industrie en raison du fait que la question de durabilité est de plus en plus soulevée par les consommateurs, tel qu'au niveau du secteur bovin⁴⁹ et de celui de la pêche⁵⁰. Certaines étiquettes spécifiques à ce secteur, comme l'étiquette Ocean Wise pour les produits de la mer qui a été lancé en 2005, fournissent des informations sur la durabilité et l'impact environnemental des alimentaires commercialisés. Des associations de producteurs (par ex. : Food and Farm Care), des organismes internationaux (par ex. : la FAO) et même des chaînes de restauration rapide (par ex. : A&W⁵¹ et McDonald's⁵²) ont intégré certains facteurs environnementaux à l'information qu'ils communiquent. Certaines entreprises ont rendu public leurs plans de responsabilité sociale qui comprennent notamment de l'information à l'égard de leurs engagements environnementaux⁵³.

Les différents paliers de gouvernement au Canada n'ont traditionnellement pas joué un rôle important

dans l'élaboration, la réglementation et la diffusion d'information concernant l'impact environnemental des aliments. Cependant, certaines actions sont toutefois menées en la matière.

Au niveau fédéral, Agriculture et Agroalimentaire Canada est chargé de la recherche scientifique qui soutient le développement durable de l'agriculture canadienne en aidant les agriculteurs à améliorer leurs rendements tout en réduisant leur impact environnemental. Le Canada souhaite également atteindre ses objectifs de réduction des émissions grâce au Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, cadre qui vise également le secteur agricole⁵⁴. Qui plus est, les lignes directrices accompagnant la nouvelle version du *Guide alimentaire canadien*, reconnaissent que l'impact environnemental est l'une des considérations à prendre en compte lorsqu'on pense à une alimentation saine et nutritive⁵⁵. Au niveau provincial et municipal, les politiques, les règlements et les normes applicables aux distributeurs, y compris les restaurants, les camions-restaurants, les marchés de producteurs et les épicerie, ont une incidence sur la disponibilité des produits, y compris les produits locaux, qui sont souvent (mais pas toujours) un choix plus écoresponsable.

SmartLabel™ est un programme novateur permettant aux fabricants de produits alimentaires de fournir des informations détaillées, accessibles et normalisées à leurs consommateurs. Lancé en 2015 aux États-Unis par la Grocery Manufacturing Association, l'adhésion à SmartLabel™ se fait sur une base volontaire. Le consommateur intéressé peut obtenir de l'information de trois manières différentes : (i) sur son téléphone, avec lequel il peut scanner un code QR présent sur l'emballage des produits; (ii) sur le site Internet SmartLabel™ où il peut trouver les mêmes informations; (iii) au téléphone en appelant un numéro gratuit pour

se renseigner sur les produits qui l'intéressent. Les données fournies vont des informations nutritionnelles, aux ingrédients, allergènes, certifications d'organismes indépendants, programmes de responsabilité sociale, instructions d'utilisation, avertissements et consignes de manipulation sécuritaire ainsi que d'autres informations diverses sur l'entreprise. D'après les recherches réalisées, les consommateurs souhaitent principalement obtenir de plus amples renseignements sur les ingrédients, les allergènes et les pratiques de durabilité et les pratiques d'approvisionnement.

49 [Canadian Roundtable for Sustainable Beef](#)

50 [OceanWise](#)

51 A & W. 2018. [Notre planète.](#)

52 McDonald's Canada. 2019. [Effet sur l'environnement.](#)

53 Loblaw's. 2017. [Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise.](#)

54 Environnement et Changement climatique Canada 2016. [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques](#), p. 22.

55 Santé Canada. 2019. [Lignes directrices canadiennes en matière d'alimentation.](#)

RECOMMANDATIONS

Les Canadiennes et Canadiens devraient disposer de suffisamment d'informations pour faire des choix alimentaires éclairés qui répondent à leurs besoins et leurs valeurs. Cette question a d'ailleurs été un thème récurrent lors des consultations nationales sur *Une politique alimentaire pour le Canada*⁵⁶ au cours desquelles les participants ont exprimé à maintes reprises le désir de voir plus de clarté et de transparence au niveau de l'information relative aux aliments disponibles au Canada⁵⁷. Nous avons entendu le même son de cloche lors de nos consultations pour ce rapport. Il nous a été donné de constater que la nature de l'information devrait mieux refléter les préoccupations des Canadiennes et Canadiens. À l'heure actuelle, par exemple, la moitié des consommateurs et consommatrices au pays se disent préoccupés par l'impact de l'industrie alimentaire sur les changements climatiques⁵⁸, or peu d'information à ce propos figure sur les aliments vendus dans les supermarchés et autres épiceries. À notre avis, des informations transparentes, accessibles et pertinentes sont nécessaires afin de combler cette lacune.

1 *Le gouvernement et l'industrie devraient mettre en place un étiquetage interactif normalisé et une plateforme en ligne y étant associée.*

Nous recommandons que le gouvernement fédéral et l'industrie œuvrent ensemble à la mise en place d'un étiquetage interactif normalisé et d'une plateforme en ligne y étant associée qui, à l'instar de SmartLabel™ (voir page 16), présenteraient de l'information sur la valeur nutritionnelle, l'origine, la traçabilité, l'impact environnemental et la préparation salubre des aliments. Le gouvernement fédéral devrait s'assurer de maintenir la plateforme à jour, de déterminer les catégories pertinentes à inclure et de comment présenter les informations. Le fédéral devrait aussi monitorer la plateforme et recueillir les commentaires des consommateurs et consommatrices. Quant à elle, l'industrie fournirait, sur une base volontaire, des informations sur les différents produits alimentaires vendus et ajouterait l'étiquette interactive sur ses emballages. Cela pourrait se faire en développant un système propre ou en adoptant la plateforme américaine existante SmartLabel™.

Nous reconnaissons que cette approche favorise les consommateurs et consommatrices qui maîtrisent le numérique et ceux et celles qui ont accès à un téléphone intelligent ou à Internet. Selon Statistique Canada, 76 % des Canadiennes et Canadiens possédaient un téléphone intelligent en 2016 et environ 90 % utilisaient Internet⁵⁹. Cela signifie que peu de consommateurs et consommatrices n'auraient pas accès à la plateforme et son contenu si on mettait en place cette initiative. Conséquemment, malgré cette limite, nous pensons que ce modèle offre aux consommateurs et consommatrices une façon simple et efficace d'accéder à de plus amples informations.

Une autre limite de ce modèle réside dans la demande intensive de ressources du côté des fabricants de produits alimentaires. Aux États-Unis, l'adhésion et la participation au programme SmartLabel™ est volontaire. Jusqu'à présent, les participants au

56 Une Politique alimentaire pour le Canada est l'engagement du gouvernement canadien à définir une vision à long terme des objectifs sanitaires, environnementaux, sociaux et économiques liés que doit atteindre l'alimentation, tout en précisant les mesures à court terme qui peuvent être prises. Dans le cadre de l'élaboration de cette politique, le gouvernement fédéral a lancé des consultations en personne et en ligne et plus de 45 000 Canadiennes et Canadiens y ont participé.

57 Gouvernement du Canada. 2018. [Ce que nous avons entendu lors de nos consultations - Une politique alimentaire pour le Canada](#). p. 18.

58 Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2018. 2018 Étude sur la confiance du public. p. 6

59 Statistique Canada. 2017. [La vie à toute vitesse : Les Canadiens arrivent-ils à s'en sortir? 2016](#)



programme regroupent des grands noms de l'industrie comme Unilever, Campbell's, Tyson et Kellogg's⁶⁰. Au Canada, il se pourrait que les petites entreprises puissent hésiter à participer jusqu'à ce qu'elles soient certaines que leur investissement soit payant et que leur participation leur permette de rester compétitives à long terme.

Nous recommandons que le programme d'étiquetage respecte des exigences rigoureuses en matière de suivi et d'évaluation et qu'il détermine clairement :

- (i) Les informations que les consommateurs et consommatrices veulent connaître (de sorte que seules les informations pertinentes soient partagées) et

- (ii) La valeur ajoutée que les participants peuvent en tirer (de sorte à inciter les fabricants de produits alimentaires à participer au programme).

Nous recommandons également que le gouvernement fédéral envisage d'offrir des fonds de contrepartie ou des subventions à court terme aux PME de produits alimentaires afin de faciliter leur participation et de permettre aux consommateurs et consommatrices de faire des choix alimentaires éclairés.

Enfin, nous recommandons que le gouvernement fédéral suive de près les projets d'étiquetage alimentaire qui vont au-delà de la nutrition et de la salubrité, comme ceux menés au Danemark et aux États-Unis, pour tirer des leçons de leur succès et de leurs erreurs.

2 Les gouvernements devraient soutenir la recherche visant à identifier et évaluer les dimensions environnementale et socioculturelle de l'alimentation.

Il est nécessaire d'approfondir la recherche sur les dimensions environnementale et socioculturelle des choix alimentaires qui sont relativement peu étudiées⁶¹. Les experts nous ont répété à maintes reprises que davantage de recherches devaient être effectuées. En menant notre propre recherche sur ces dimensions, nous avons également constaté qu'il y

avait une multitude de préoccupations à l'égard du fait que les données portant sur l'impact environnemental de l'alimentation étaient limitées tout comme celles concernant socioculturelle de l'alimentation. De plus amples recherches sur ces dimensions contribueraient à enrichir la plateforme interactive en ligne que nous recommandons et devraient aussi permettre

60 SmartLabelTM. 2019. [Marques participantes](#).

61 Nous reconnaissons que la recherche sur la dimension de l'alimentation portant sur la santé et la salubrité du choix alimentaire devrait se poursuivre et générer des données probantes afin d'améliorer le quotidien des Canadiennes et Canadiens. La présente recommandation ne concerne que les dimensions environnementale et socioculturelle, étant donné que nous savons que très peu sur le sujet et que nous nous interrogeons sur la meilleure manière de présenter avec exactitude de l'information pertinente aux consommateurs et consommatrices. Inspiré par l'impact des avancés de la recherche en santé et salubrité qui ont influencé le développement de l'étiquetage nutritionnel et des directives en matière de saine alimentation notre groupe de travail aimerait que les autres dimensions atteignent le même degré de maturité.

« d'éclairer » ainsi que d'éduquer autant les décideurs politiques que le public sur ce que sont ces dimensions et sur ce que sont leurs implications.

Nous reconnaissons qu'il y aura probablement des débats sur la méthodologie à utiliser pour bien évaluer l'impact environnemental de l'alimentation et concilier les divers facteurs difficilement conciliables, comme l'utilisation des terres, l'utilisation de l'eau, le transport, et la saisonnalité des aliments. Il y aura aussi probablement des débats quant aux concepts socioculturels à favoriser. Les Canadiennes et Canadiens pourraient également interpréter cet exercice définitionnel comme une ingérence malvenue de la part du gouvernement ou d'autres acteurs extérieurs. Ainsi, il est plus que nécessaire de consulter les communautés afin de connaître leurs préoccupations environnementales et leurs propres pratiques socioculturelles.

Pour faire en sorte que les investissements en recherche aboutissent à la création d'un corpus de connaissances qui aidera les Canadiennes et Canadiens à faire des choix alimentaires éclairés, nous recommandons que le gouvernement fédéral et ses partenaires provinciaux commencent par déterminer les lacunes existantes et planifier de façon stratégique comment les combler. Nous proposons que les ministères et organismes fédéraux compétents, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Santé Canada et Patrimoine Canada, annoncent conjointement la création d'un groupe d'experts pour étudier les dimensions environnementale et socioculturelle de l'alimentation et fournir des recommandations sur :

- (i) les domaines de recherche qui devraient être approfondies;
- (ii) les montants à investir dans ces domaines;
- (iii) le nombre et la durée des projets de recherche requis;
- (iv) le mécanisme de financement à utiliser pour fournir des fonds; et

- (v) la façon de s'assurer que les gouvernements et l'industrie tiennent compte des résultats de recherche obtenus dans leurs décisions⁶².

Nous suggérons ensuite que le gouvernement fédéral collabore avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour mettre en œuvre les recommandations du groupe d'experts. Les résultats en découlant devraient permettre d'élaborer des initiatives plus éclairées en matière d'éducation et de politiques alimentaires, y compris au niveau de l'étiquetage interactif et des futures initiatives d'éducation alimentaire, comme le *Guide alimentaire canadien*. Pour ce faire, les ententes de financement pourraient exiger que les résultats des recherches comprennent des recommandations de politiques et qu'un certain nombre d'entre elles soit considéré, voire mise en œuvre par les gouvernements. La société civile devrait également être consultée, ce qui pourrait être fait en exigeant que les résultats des recherches et les recommandations de politiques soient présentés aux parties prenantes participant aux dialogues/forums recommandés ci-dessous.

De plus, afin de maximiser leurs investissements, les résultats des recherches devraient être rendus accessibles au public. Cet objectif pourrait être atteint en allouant une partie des fonds aux efforts de sensibilisation qui pourrait comprendre l'appui à des discussions axées sur le public ou la rédaction de blogues et de tribunes dans les principaux grands médias. Le gouvernement devrait également partager les résultats des recherches avec le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada, musée financé par le gouvernement fédéral qui vise à améliorer la littératie alimentaire des Canadiennes et Canadiens.

62 Une fois l'étude terminée, le rapport du groupe d'experts devrait être mis à la disposition du public.

3 Les gouvernements devraient créer des forums sur l'alimentation réunissant des représentants de la société civile ainsi que des experts et professionnels de l'alimentation pour échanger des idées sur des questions alimentaires, et ce, dans une optique d'élaboration plus inclusive des politiques.

Il est primordial que ceux et celles travaillant sur les questions alimentaires dans l'industrie, auprès de la société civile ou au sein du gouvernement se concertent et échangent plus régulièrement. Tout au long de nos consultations et de nos recherches, nous avons pu constater à quel point ces questions pouvaient être très polarisées. Ceux et celles impliqués dans l'agriculture dite conventionnelle ont tendance à promouvoir des agendas et des projets de recherche différents que de ceux et celles engagés dans la défense de la sécurité alimentaire par exemple. Qui plus est, ces mêmes groupes ne participeront pas nécessairement aux mêmes conférences. Cela mène donc à l'apparition d'initiatives politiques cloisonnées, où les échanges entre ceux défendant des positions divergentes sont peu nombreux. Par conséquent, les informations mises à la disposition des Canadiennes et Canadiens, notamment en ce qui a trait aux dimensions environnementale et socioculturelle de l'alimentation, sont fragmentaires.

Nous recommandons donc la création d'un forum qui regrouperait un large éventail de parties prenantes de la société civile, ainsi que des experts et professionnels de l'alimentation, qui s'y retrouveraient afin de dialoguer et d'échanger sur une base régulière. Inspirés par le CONSEA au Brésil (voir page 14), nous proposons que le gouvernement fédéral crée un forum national sur l'alimentation et que des forums régionaux subséquents soient créés, avec l'appui des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Ce forum devrait être représentatif de la diversité sociale, culturelle et géographique du Canada. Cela est particulièrement important en ce qui a trait à la dimension socioculturelle de l'alimentation. En effet, nous reconnaissons que l'acceptabilité culturelle est hautement subjective et, que les tentatives du gouvernement ou de tous autres acteurs extérieurs visant à distinguer ce qui est culturellement acceptable de ce qui ne l'est pas pourraient être interprétées comme une ingérence malvenue ou une tentative de régularisation des pratiques alimentaires. L'inclusion de participants issus de

communautés autochtones et d'autres communautés sous-représentées leur permettrait de définir eux-mêmes leurs pratiques alimentaires et de collaborer directement avec les autres parties prenantes.

Nous recommandons également que le forum soit utilisé comme un espace « d'essai » pour les innovations en matière de politique alimentaire. À cet égard, la plateforme interactive en ligne recommandée ci-dessus pourrait y être présentée. Il pourrait également être utilisé comme un espace où les chercheurs bénéficiant des subventions recommandées précédemment, pourraient y présenter leurs résultats.

Puis, en regroupant des professions et des perspectives différentes, ce forum permettrait aux participants de discuter et d'examiner les différents défis qui se présentent dans le secteur de l'alimentation de manière continue, et non, au fur et à mesure que les problèmes surviennent. Cela permettrait aussi à ceux et celles qui échangent peu de le faire et d'établir un lien de confiance. Cette approche à long terme n'empêcherait pas les gouvernements d'organiser des consultations ciblées pour des projets ponctuels. Cependant, le forum instaurerait un nouveau mécanisme de discussion et d'élaboration des politiques, notamment au niveau des initiatives d'éducation alimentaires qui refléteraient et respectaient mieux les différentes réalités au pays.



BIBLIOGRAPHIE

- Agriculture et Agroalimentaire Canada 2017. [Vue d'ensemble du Système agricole et agroalimentaire canadien 2017.](#)
- Agriculture et Agroalimentaire Canada 2017. [Étude des enjeux stratégiques au moyen de séances de discussion.](#)
- Amend, E. 2017. [My Food Guide, Their Food Guide: diversity and personalization in Canada's national dietary guidelines.](#) Dans *Cuisine*. (8):1.
- A&W. 2018. [Notre planète.](#)
- Centre canadien pour l'intégrité des aliments. [2018. 2018 Étude sur la confiance du public](#) (seulement en anglais).
- Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2017. [2017 Étude sur la confiance du public.](#)
- Centre canadien pour l'intégrité des aliments. 2016. [2016 Étude sur la confiance du public.](#)
- Agence canadienne d'inspection des aliments 2018. [Fiche d'information : Traçabilité -Règlement sur la salubrité des aliments au Canada.](#)
- [Canadian Roundtable for Sustainable Beef](#) (seulement en anglais).
- Ville de Hamilton. 2018. Food Literacy Month (seulement en anglais).
- Clarke, H. 2018. [Denmark discusses labeling food for climate impact \(seulement en anglais\).](#) CNN.
- Dalhousie University et Guelph University. 2018. [Rapport canadien sur les prix alimentaires à la consommation 2019.](#)
- Desjardins, E., & Azevedo, E. 2013. [« Making something out of nothing »: Food literacy among youth, young pregnant women and young parents who are at risk for poor health](#) (seulement en anglais) [Un projet collaboratif de Santé publique Ontario conduit à l'échelon local].
- De Sousa, R.J. et al. 2018. [Environmental health assessment of communities across Canada: contextual factors study of the Canadian Alliance for Healthy Hearts and Minds](#) (seulement en anglais). Cities and Health.
- Les diététistes du Canada. 2018. [L'étiquetage nutritionnel.](#)
- Environnement et Changement climatique Canada. 2016. [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques.](#)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2010. [Biodiversité et régimes alimentaires durables.](#)
- Gouvernement du Canada. 2019. [Cultures, traditions alimentaires et alimentation saine.](#) Le Guide alimentaire canadien.
- Gouvernement du Canada. 2018. [Ce que nous avons entendu lors de nos consultations - Une politique alimentaire pour le Canada.](#)
- Gouvernement du Canada. 2018. [Services de restauration et débits de boissons. Sommaire - Statistiques relatives à l'industrie canadienne.](#)
- Hammelman, C. et Hayes-Conroy, 2014. [Understanding Cultural Acceptability for Urban Food Policy.](#) (seulement en anglais) *Journal of Planning Literature*. 30(1).
- Santé Canada. 2019. [Lignes directrices canadiennes en matière d'alimentation.](#)
- Santé Canada. [2019. Historique des Guides alimentaires.](#)
- Santé Canada. 2018. [Sondage sur les connaissances et les comportements des Canadiens en matière de salubrité alimentaire.](#)
- Santé Canada. 2018. [Effets des nutriments et des aliments sur la santé : mise à jour intérimaire des données probantes.](#)
- Santé Canada, 2017. [Canada, mangeons sainement!](#)
- Santé Canada. 2015. [Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires.](#)
- Santé Canada. 2007. [Bien manger avec le Guide alimentaire canadien - Premières Nations, Inuit et Métis.](#)

Howard, A. et Brichta, J. 2013. [What's to Eat? Improving Food Literacy in Canada.](#) (seulement en anglais) Conference Board of Canada.

Knoema. 2016. [Dépenses par habitant en nourriture.](#)

La Via Campesina. 2002. [Déclaration NGO Forum FAO Summit Rome+5](#) (seulement en anglais).

Loblaws. 2017. [Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise.](#)

McDonalds Canada. 2019. [Effet sur l'environnement.](#)

Nielsen, 2015. [The Sustainability Imperative.](#) (seulement en anglais).

[OceanWise](#) (seulement en anglais)

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales. 2016. [Rôles et responsabilités en matière de salubrité des aliments en Ontario.](#)

Organ, J. et al. 2014. [Contemporary programs in support of traditional ways: Inuit perspectives on community freezers as a mechanism to alleviate pressures of wild food access in Nain, Nunatsiavut.](#) (seulement en anglais) p. 251. Health and Place. (30).

Riva Ras, B. 2018. [Denmark Wants to Add Environmental Impact to Food Labels](#) (seulement en anglais). GoodNet.

SmartLabelTM. 2019. [Marques participantes.](#)

Statistique Canada. 2019. [Heures habituelles et salaires moyens selon certaines caractéristiques, données mensuelles non désaisonnalisées \(x 1 000\).](#)

Statistique Canada. 2017. [La vie à toute vitesse : les Canadiens arrivent-ils à s'en sortir?, 2016.](#)

Statistique Canada. 2017. [Enquête sur les dépenses des ménages.](#)

Statistique Canada. 2017. [Immigration et diversité ethnoculturelle : faits saillants du Recensement de 2016.](#)

Statistique Canada. 2017. [Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016.](#)

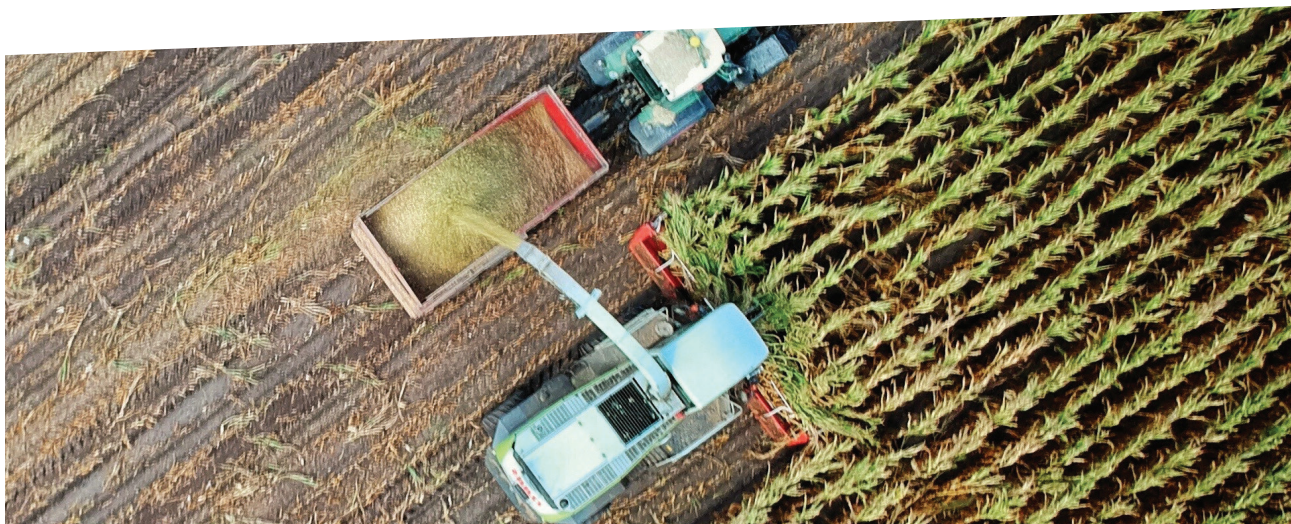
Tarasuk, V. Mitchell, A. et Dachner, N. 2014. [Insécurité alimentaire des ménages au Canada - 2012. PROOF.](#)

Tarasuk, V. Mitchell, A. et Dachner, N. 2016. [Insécurité alimentaire des ménages au Canada - 2014. PROOF.](#)

Unilever, 2017. [Report shows a third of consumers prefer sustainable brands](#) (seulement en anglais).

Vidgen, H. A., & Gallegos, D. 2012. "Defining food literacy and its components." (seulement en anglais) Appetite, 76. p. 50-59.

W, C. 2018. [Danish Government launches huge climate proposal](#) (seulement en anglais). Copenhagen Post.



ANNEXE I

Dans le cadre de nos voyages d'études et de nos recherches indépendantes, notre groupe de travail a eu l'occasion de rencontrer plusieurs parties prenantes et de discuter avec elles. À partir de là, les personnes et groupes suivants ont constitué une source précieuse de connaissances et d'informations pour rédiger ce rapport :

1. **Ashley Bruner**
Coordinatrice de recherche, Centre canadien pour l'intégrité des aliments
2. **Barb Stefanyshyn-Cote et John Cote**
Black Fox Farm
3. **Crystal Mackay**
Présidente, Centre canadien pour l'intégrité des aliments
4. **Clinton Monchuck**
Agriculteur et directeur général, Food and Farm Care Saskatchewan
5. **Diana Bronson**
Directrice générale, Réseau pour une alimentation durable
6. **Don Buckingham**
Président-directeur général de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires
7. **Elisabetta Recine**
Président de CONSEA, Brésil
8. **Guy et Michael Roy**
Producteurs laitiers, Ferme Roystein
9. **Helen Breewood**
Chargée de la recherche et la communication chez Food Climate Research Network
10. **Jay Famiglietti**
Professeur, School of Environment and Sustainability, University of Saskatchewan
11. **Fiona Yeudall**
Directrice du Centre for Studies in Food Security
12. **Mustafa Koç**
Chercheur associé, Centre for Studies in Food Security
13. **Rachel Engler-Stringer**
Faculté, Community Health and Epidemiology, University of Saskatchewan
14. **Rob Moquin**
Directeur des politiques chez Food Matters Manitoba
15. **Sureya Ibrahim**
Fondatrice, Regent Park Catering Collective
16. **Sylvain Charlebois**
Professeur, Rowe School of Business, Dalhousie University



À PROPOS DE FPP

Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participants au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des questions et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques rendra le Canada meilleur.

© 2019, Forum des politiques publiques
1400 – 130, rue Albert
Ottawa (ON) Canada, K1P 5G4
613.238.7858

ISBN : 978-1-988886-49-7

PPFORUM.CA
[@PPFORUMCA](https://twitter.com/PPFORUMCA)



À PROPOS D'ACTION CANADA

Au cours du Fellowship d'Action Canada de 10 mois, les fellows augmentent leurs capacités de leadership, développent des liens à vie avec des gens et des communautés à travers le pays et font la promotion de l'implication citoyenne parmi tous les Canadiens. Depuis 2017, le Forum des politiques publiques et Action Canada travaillent ensemble pour étendre cet accélérateur de leaders émergents de premier plan au Canada.

ACTIONCANADA.CA
[@ACTIONCANADA](https://twitter.com/ACTIONCANADA)

MERCI À NOS PARTENAIRES



**POWER CORPORATION
DU CANADA**